

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM -
Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale -
Désignation des représentants - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML), au capital social de 4 286 K€, dans laquelle la Ville de Montpellier est actionnaire à hauteur de 9 %, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, actionnaire majoritaire avec 46.02 % et d'actionnaires privés (45 %). Par délibération n°V2020-076 du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Manu REYNAUD pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAEML TaM.

Contexte

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont liées à la société TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir pour l'avenir du territoire, (mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, ...) et afin de disposer d'une grande souplesse en termes d'évolutivité contractuelle dans un cadre juridique sécurisé, la Ville de Montpellier et la Métropole, ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en SPL, par délibérations respectives les 21 septembre et 28 juillet 2021.

La SPL s'inscrit pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics. Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme de Société Anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous une nouvelle nature.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL. Les contrats liant la société TaM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leur exécution, et pourront bénéficier d'aménagements facilités. L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de la Métropole.

Le Conseil d'Administration de la SAEML TaM, a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver les statuts modifiés.

Toutes modifications statutaire exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L1524.1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

Il convient d'autoriser le représentant au sein de l'assemblée générale de TaM, Monsieur Manu REYNAUD, à voter en faveur de ces modifications statutaires.

Les principales modalités statutaires de la SPL TaM

La transformation de la société en SPL nécessite de modifier les statuts notamment pour en retirer toutes les mentions spécifiques aux SAEML, y ajouter les dispositions propres aux SPL, adapter l'objet social de la nouvelle société, et intégrer les nouvelles modalités de gouvernance.

- **Forme de la société : Société Publique Locale (SPL)**

Les SPL ont été créées par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010. Selon l'article L.1531-1 du CGCT, la SPL revêt la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce et est par ailleurs soumise, sauf disposition contraire, aux règles régissant les sociétés d'économie mixte locale prévues par le CGCT. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Les actionnaires de la SPL peuvent contracter directement avec la SPL en s'affranchissant des règles de la commande publique. Cette dispense de mise en concurrence résulte du fait que les contrats qu'une collectivité passe avec sa SPL sont assimilés à des contrats de prestation intégrée, régime juridique autrement désigné sous les expressions de « *quasi-régie* » ou « *in-house* ».

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par leur présence au conseil d'administration, mais également par les dispositifs de contrôle analogue, tel que celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents que les élus s'emploieront à mettre en œuvre notamment sur :

- Les orientations stratégiques de la société ;
- L'activité opérationnelle de la société ;
- L'organisation de la société ;
- La vie sociale de la société.

• **Dénomination**

La SPL ainsi transformée conserve la dénomination « TaM ».

• **Capital social**

Le montant de capital social de la société TaM reste inchangé, à hauteur de 4 286 000 €. Il est composé de 34 288 actions à valeur nominale de 125 €. Le capital de la SPL est entièrement détenu par les collectivités territoriales.

• **Composition du capital social et gouvernance**

La proposition de répartition du capital serait ainsi la suivante, en accord avec la délibération relative à la prise de participation de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 31 mai 2022 :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Montpellier Méditerranée Métropole	23 632	2 954 000	68.9%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.1%	2
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	7

Les statuts proposent un nombre d'administrateurs entre 3 et 18 membres. Le nouveau conseil d'administration de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour Montpellier Méditerranée Métropole et 2 sièges pour la Ville de Montpellier, conformément aux règles de proportionnalité du capital.

Par ailleurs, un poste d'administrateur sans détention d'une partie du capital est affecté aux représentants des salariés.

En outre, il conviendra aux administrateurs de la SPL d'approuver et d'adopter un règlement intérieur du Conseil d'administration et de Contrôle analogue, venant compléter les statuts, afin de préciser les règles de fonctionnement et de gestion de la société, notamment en terme d'expression du contrôle analogue des actionnaires.

Il convient ainsi de désigner les 2 représentants de la Ville de Montpellier au sein du conseil d'administration dont le représentant au sein des assemblées générales de la SPL.

Monsieur le Maire propose les candidatures de :

- Monsieur Laurent NISON (AG+SA)
- Monsieur Manu REYNAUD (CA)

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise).

Si aucune autre candidature n'est proposée ces désignations prennent effet immédiatement.

- **Objet social**

La Société a pour objet la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large sur le territoire géographique de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Dans ce domaine, la société pourra notamment exploiter, pour le compte d'un ou plusieurs actionnaires, par voie d'affermage, de gérance, de marché ou sous toute autre forme, un ensemble de services, activités ou équipements et infrastructures.

De manière générale, la société pourra accomplir toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra notamment assurer :

- ✓ L'étude et l'exploitation des services de transport public ;
- ✓ L'étude et l'exploitation des services de logistiques urbaines (tramfret, espace de logistique urbaine...) ;
- ✓ L'étude, la commercialisation, et la mise en œuvre, de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage, objets promotionnels, gestion de plateforme numérique pour l'information et la commercialisation de formules de mobilité et de stationnement multimodale ou monomodale,...) ;
- ✓ La réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment ; en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ;
- ✓ La réalisation et la gestion d'ouvrages publics de stationnement (stationnement en ouvrages, stationnement payant sur voirie, systèmes de gestion et/ou de contrôle visant à réguler, et/ou réglementer la circulation et le stationnement sur l'espace public des véhicules de toutes catégories...) ;
- ✓ La création et la gestion d'un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) des Transports en Commun qui répond aux besoins de formation des personnels de TaM.

De plus, la société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de statuts portant transformation de la SAEMML TaM en Société Publique Locale ;
- D'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale de la SAEMML TaM, Manu REYNAUD, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- De désigner un représentant auprès de l'Assemblée Générale de la SPL TaM et de le doter de tous pouvoirs à cet effet, en particulier celui de signer les statuts ;
- De désigner deux représentants de la Ville de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la SPL TaM ;

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser les représentants ainsi désignés, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Statuts SPL TaM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194006-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.